



Atelier: Alimentation, accessibilité et transversalité politique.

Quelle place dans nos stratégies associatives et dans les politiques publiques?

Avec la participation de Chantale Vandoorne (APES-ULG), Brigitte Grisar (FDSS), Martin Biernaux (Solidaris), Sébastien Kennes (Rencontre des Continents), Joëlle Van Bambeke (Bruxelles Environnement), Gilles Bertrand (SPW Développement Durable)

L'alimentation durable est à la croisée de nombreux enjeux, à défaut d'une véritable politique intégrée de l'alimentation, plusieurs plans politiques ont vu le jour ces dernières années. Face à la multiplication de ces initiatives politiques, citoyennes et associatives, les intentions de transversalité et synergies entre ces plans et initiatives semblent exister sur papier mais dur à mettre en pratique. Comment œuvrer à développer et opérationnaliser des synergies entre ceux-ci ? Comment mettre la transversalité au service de l'accessibilité à une alimentation durable, solidaire et de qualité pour tous et toutes ? Dans les politiques publiques et sur nos terrains associatifs ?

1. En quoi est-ce un enjeu pour l'agroécologie en Belgique ?

Répondre à l'ensemble des enjeux liés à l'alimentation (emplois, santé, environnement, équité sociale, prospérité, etc.) nécessite une intégration horizontale, c.-à-d. des différentes politiques sectorielles) (de la transversalité), et une intégration verticale c.-à-d. entre niveaux de pouvoir, du local au niveau européen, voir mondial.

Cette diversité des enjeux appelle donc à la mise en place d'une politique alimentaire intégrée qui regroupe les différentes politiques sectorielles qui influencent la production, la distribution et la consommation de produits alimentaires, et qui place la transition vers la durabilité au cœur de toute action. Une politique alimentaire intégrée permettrait de surmonter le court-termisme et les chemins de dépendance, contrairement aux politiques sectorielles.

Hélas, il n'y a actuellement pas de politique d'intégrée de l'alimentation, seulement des politiques sectorielles pensées en silos. Aux différents niveaux de pouvoir, les politiques et instruments politiques se sont multipliés, engendrant incohérences, inefficacité, contradiction, voir effets pervers. Cela constitue un véritable verrou à la transition.

Néanmoins des initiatives politiques récentes font cette effort de transversalité au niveau des régions, comme la stratégie « Good food » à Bruxelles, le référentiel « vers un système alimentaire durable » ou encore le plan « WALAPSanté » en Wallonie.

Les acteurs de la société civile ont également tendance à travailler en silo, à travers leur propre angle d'attaque. Il faut plus prendre en compte des différents enjeux de la transition du système alimentaire et travailler avec les différents acteurs concernés.

2. Qu'est-ce qui, aujourd'hui, nous empêche d'avancer vers un modèle

agroécologique ?

Dans nos fermes, villes et villages	En Belgique	Au niveau européen et international
	<p>Au niveau belge et régional, en plus du cloisonnement des politiques sectorielles, on peut également pointer les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• La complexité institutionnelle ;• La variabilité des compétences des ministres entre deux mandatures qui peut engendrer des changements de cap et accentuer le court-termisme ;• Les politiques alimentaires agissent à la marge, c'est l'inégale répartition des richesses qui est en cause ;• Les matières enseignées à l'école manquent elles-aussi de transversalité. D'autres acteurs de la société civile devraient donc également s'impliquer, comme les écoles ou les hôpitaux.• Des politiques sont mal pensées comme la taxe Soda une taxe « santé » qui n'en a que le nom parce qu'elle n'a pas vocation à être efficace ;	<p>Au niveau européen et international, pointons le fait que des politiques menées manquent de coordination voire sont contradictoires (programmes de lutte contre l'obésité versus politiques agro-commerciales qui sont une prime à la 'malbouffe', politique d'atténuation des changements climatiques versus politiques encourageant l'augmentation des exportations dans les secteurs à fortes émissions, comme la viande et les produits laitiers, au travers de nouveaux accords commerciaux, ...).</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • La culture de travail est problématique du point de vue de la collaboration entre cabinets et entre administrations. 	
--	--	--

a. Qu'est-ce qui est fait, ou pourrait être fait, pour avancer vers un modèle agroécologique ?

Dans nos fermes, villes et villages	En Belgique	Au niveau européen et international
-------------------------------------	-------------	-------------------------------------

Des mécanismes de transversalité efficaces sont donc à mettre en place. Mais lesquels ? Comment faire vivre la transversalité sans tomber dans une lourdeur administrative additionnelle ? En tant qu'acteur de la société civile, comment aider les administrations ?

Les discussions entre participants de ateliers, parmi lesquels figuraient des représentants de l'administration, ont vu émerger les idées suivantes :

Au niveau du plaidoyer politique

- Promouvoir une gouvernance pour assurer la transversalité, impliquant tous les secteurs et acteurs concernés.
- Militer pour que les politiques soient pensées à partir des territoires, ce qui oblige à la transversalité.
- Pourquoi pas un Ministre de l'alimentation ? Cela ne servirait pas à grand-chose, ce qui compte pour assurer la transversalité, c'est la collaboration et le co-portage.
- La transversalité doit être inscrite dans la déclaration de politique générale, qui est le meilleur moment pour « faire » de la transversalité, nouer des accords interministériels. Une bonne stratégie consiste donc à inscrire l'ancrage de la transversalité de la politique alimentaire dans la déclaration de politique générale dans un maximum de mémorandums. Il serait utile de fournir des recommandations qui vont dans ce sens aux différents émetteurs de mémorandums.
- La forme du plaidoyer est importante. Le ciblage d'une unique mesure, le fait de rendre plus vivant et sensible peuvent utilement compléter un mémorandum classique. Organiser du plaidoyer sur le terrain de l'action associative, pas dans des scénacles.
- Faire remonter les actions de terrain soutenues par l'administration auprès des décideurs politiques interpelle bien. Repérer les responsables aux « doubles casquettes ».
- Pour un plaidoyer efficace, il est également utile d'identifier les meilleurs influenceurs au service des partis, des cabinets et des administrations qui sont les gardiennes de la trajectoire décidée.
- Pour financer des projets transversaux, un article budgétaire commun pourrait être décidé.
- Présenter des projets transversaux avec des financements possibles de différents cabinets.
- Ne pas attendre le politique, faire de la transversalité pour les inspirer et aller montrer aux différentes portes et administration ce qui est fait sur le terrain.
- En plus de limiter la concurrence entre eux, des fédérations de distributeurs de producteurs alternatifs, permettraient de peser plus politiquement.

Au niveau de l'administration

- Outiller les administrations pour qu'elles évitent les contre-effets de certaines actions mises en place par différents départements serait déjà un premier pas.
- Le changement de culture de travail vers plus de transversalité prend du temps mais est possible, notamment par le biais de la formation.

- Il est utile que la direction générale (et non une administration sectorielle) fasse progresser le développement durable et donc la transversalité.
- Développer des stratégies et les faire adopter par l'ensemble du gouvernement.
- Les administrations pourraient mieux « vendre » leur action.
- Les actions réussies de l'administration pourraient être valorisées, par exemple par le biais d' « Awards » décernées par la société civile.
- Réaliser des évaluations ex ante suffisamment en amont des projets sont utiles pour y favoriser la transversalité.
- Tenir compte du besoin de visibilité du ministre quand on lance des projets transversaux.
- Ne plus travailler sur la responsabilité individuelle ou à l'échelle régionale mais agir sur les quartiers pour toucher les non-convaincus.
- Voir dans quelle mesure il est possible d'ouvrir à des formes + vivantes de formes de rapport d'activités et d'échanges avec les acteurs de terrain.

Autres

- Développer des repères communs pour tous les secteurs concernés (comme fusionner les repères nutritionnels et les repères du développement durable).

b. Comment les acteurs de terrain peuvent à leur tour dépasser les écueils de l'action élaborée en silo

- Se poser la question du transversal dès la création / écriture de projet
- Mutualiser des ressources entre acteurs et leurs publics
- Écrire un texte commun sur ce pourquoi nous voulons des actions et méthodes de travail + transversale et horizontale sur ces questions là.
- Développer une approche locale et tenir compte des réalités concrètes locales
- Apprendre à se connaître, ne pas avoir peur d'explorer d'autres sphères / secteurs à travers des situations / projets concrets.
- Sortir des clivages idéologiques.